

A portrait of Bruno Colmant, a middle-aged man with dark hair and glasses, wearing a dark suit, a light blue checkered shirt, and a yellow tie. He is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a plain, light-colored wall.

Une remise en question

Propos recueillis par Michel PAQUOT

BRUNO COLMANT : **« LE NÉOLIBÉRALISME,** **C'EST FINI ! »**

Depuis quelques années, l'économiste belge Bruno Colmant prend ses distances avec le néolibéralisme dont il a pourtant été longtemps un ardent défenseur. Dans une tribune publiée début août dans *La Libre Belgique*, qui a fait sensation, il va encore plus loin en constatant l'incompatibilité entre le néolibéralisme et le défi climatique. Et plaide pour une réhabilitation du rôle de l'État. Explications.

« **N**ous ne pouvons plus dissocier, ainsi que je l'ai erronément cru trop longtemps, économie et écologie, car l'avidité de l'enrichissement entraîne un saccage de la nature. (...) La remédiation climatique est incompatible avec l'économie de marché capitaliste néolibérale telle que nous la connaissons. » Âgé de soixante-et-un ans, l'économiste et financier belge Bruno Colmant, bardé de diplômes et de certifications, passé par les groupes bancaires ING et Degroof Petercam, un temps président de la Bourse de Bruxelles, n'était pas spécialement connu pour ses positions hétérodoxes, bien au contraire. Même s'il défend déjà depuis plusieurs années la réhabilitation du rôle de l'État. Or, dans une carte blanche publiée le 7 août dernier sur le site de *La Libre Belgique*, qui a connu un énorme retentissement, ce membre de l'Académie Royale de Belgique qui enseigne dans plusieurs universités belges va plus loin en prenant ses distances avec le néolibéralisme.

CONTRADICTION PROFONDE

« Cette réflexion, je l'ai mise en chantier il y a trois-quatre ans et elle a donné lieu à deux livres, *Du rêve de la mondialisation au cauchemar du populisme* (2019) et *L'hypercapitalisme, le coup d'État permanent* (2020), commente-t-il. Je ressens une véritable inquiétude à propos de la situation écologique qui empire de jour en jour et sa dérivation dans le domaine économique. Ma conclusion est qu'il existe une contradiction profonde entre le néolibéralisme américain,

tel qu'on le connaît depuis quarante ans, et la gestion de la planète et des hommes. Je fais partie des économistes qui ont été irradiés par le système américain. Mais j'ai des circonstances atténuantes car ma grand-mère est américaine, j'ai étudié aux États-Unis et j'ai travaillé à New York. Ce

« On a fait une erreur de jugement en dépouillant l'État de son rôle de stratège. »

modèle me plaisait car il est facile à comprendre. Or, le propre de l'intelligence est d'être capable de se remettre en question. Je ne dis pas que j'ai changé d'avis, mais j'ai évolué fortement. »

En se substituant à la nature, constate Bruno Colmant, la monnaie l'a détruite. « À l'origine, l'économie était essentiellement agricole, les échanges étaient quasiment instantanés. Quand on est rentré dans la révolution industrielle, on a dit aux travailleurs qu'ils ne seront pas payés avec le fruit de leur travail, mais avec de la monnaie qui, en plus, est nécessaire pour faire des investissements. Aujourd'hui, on a épuisé la nature pour s'enrichir au travers de la mécanisation. On a utilisé les biens de la nature pour augmenter notre patrimoine financier qui se mesure en monnaie. »

POUR UN AUTRE ÉTAT

L'économiste est ainsi convaincu de la nécessité, et de l'inéluctabilité, du retour en force de l'État. « Le néolibéralisme avait comme but essentiel de le détruire, observe-t-il. Comme tout est marché, tout se négocie, et on a considéré que la loi de l'offre et de la demande était un substitut aux biens collectifs fournis par l'État. Aux États-Unis, par exemple, l'enseignement est payant. Le néolibéralisme veut que l'État soit supplétif. Mais on a fait une erreur de jugement en le dépouillant de son rôle de stratège, en démantelant ses grands monopoles, en considérant qu'il

n'avait aucune impulsion à donner dans le domaine industriel, dans les grands chantiers. Il faut aujourd'hui réhabiliter un État qui soit dans un partenariat avec les marchés, qui ne leur soit pas subordonné. Les trois facteurs de production, le capital, le travail et la nature, doivent être bien gérés. Le néolibéralisme, cette course frénétique à l'individualisme forcenée, à l'enrichissement personnel au détriment de la collectivité, c'est fini ! »

Pourrait-on aller jusqu'à nationaliser ou renationaliser certains secteurs ? Dans sa tribune, Bruno Colmant n'écrit-il pas qu'« il n'est pas exclu que les articulations politiques collectivisent des pans entiers de l'économie privée, sous forme de confiscations et de nationalisations » ? « Je crois que nationalisation est un mot que l'on va redécouvrir dans les prochaines années. Dans le domaine énergétique, c'est frappant, notre dépendance de monopoles privés est absolument insupportable. Pour le consommateur, la libéralisation n'a pas du tout été bénéficiaire dans certains domaines, au contraire. Ce ne sera peut-être pas des nationalisations, mais l'État va être présent de manière beaucoup plus rapprochée dans la gestion des grandes entreprises pour s'assurer qu'elle est cohérente. Car l'État, c'est la représentation citoyenne. Mais les citoyens sont-ils bien représentés dans la gestion publique ? Je ne le crois pas. Un problème de démocratie se pose alors. Il aurait fallu avoir un dialogue avec les grandes entreprises ou avec les GAFAs. Sont-ils prêts à jouer le jeu ? Peut-être pas, car leur but est de gagner de l'argent. Il n'est pas bon que l'État ait perdu la main dans la gestion de l'économie. Même s'il faut bien se rappeler que, dans les années 70, il était mal géré. Il fallait par exemple attendre six mois avant d'obtenir une ligne téléphonique. »

UNE BRÛLANTE INQUIÉTUDE

« Plaidoyer pour une réhabilitation immédiate de l'État stratège » est d'ailleurs le sous-titre du livre qu'il est en train d'écrire. Son titre, *Une brûlante inquiétude*, se réfère à celui de l'encyclique publiée par Pie XI en mars 1937, *Avec une brûlante inquiétude*. Dans sa carte blanche, l'économiste rappelle que le pape « mettait en garde contre les forces du mal qui allaient se déchaîner deux ans plus tard et dont les premières manifestations étaient déjà audibles. Si nous ne faisons pas face aux plus grands périls environnementaux qui surviennent, nous serons bientôt en 1937 ».

« Le changement climatique perturbe complètement nos économies, relève-t-il, tout comme la guerre en Ukraine qui entraîne un changement profond dans leur fonctionnement. On a été les passagers clandestins de la mondialisation, il faut maintenant diriger le bateau. L'Europe est en train de perdre pied, le choc inflationniste est important, on va vers des années très compliquées. Car même si l'humain possède une grande faculté d'adaptation, à partir du moment où on a une guerre à deux mille kilomètres, on doit rester inquiets. L'inflation actuelle est en train de montrer qu'environ 40% de la population belge a du mal à boucler ses fins de mois, ce qui me choque aussi. On se dirige vers une crise de désespoir social. Si un pays, c'est la paix sociale, l'apaisement, la bienveillance, la solidarité, à partir du moment où survient une guerre qui entraîne une démondialisation, tout est à revoir. La confrontation de l'humain à la finitude des ressources de la nature risque d'augmenter le niveau d'énervement dans la société. On peut s'attendre à voir surgir de violents rejets sociaux. Et l'apparition de régimes autoritaires. » ■